



## Comité Technique Local du 16 novembre 2020

Monsieur le Directeur

L'observatoire interne de 2019 sur la vie au travail, qui nous a été présenté en CTL du 22/09/2020 présente des résultats catastrophiques. Non seulement les chiffres ne sont pas bons mais ils se dégradent, à l'image du taux de reproduction du COVID 19.

Le constat est sans appel ; les agents de la DGFIP n'adhèrent plus au discours de la Direction sur les changements opérés tous azimuts .

Alors il est logique que la centrale offre des perspectives réjouissantes sur l'après, en disant qu'une fois la tempête passée, les vents seront à nouveau favorables et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes.

On croirait entendre les responsables politiques qui à chaque élection dite de mi mandat, nous expliquent que les changements espérés ne vont pas assez vite, et qu'il faut redoubler d'effort dans la mise en œuvre des réformes structurelles.

Or c'est mal comprendre, ou ne rien entendre que de tirer ce genre de conclusion.

Les agents de la DGFIP espèrent un arrêt des réformes, des restructurations et des changements. Leur souhait demeure d'avoir une visibilité à moyen long terme et non un empilement de nouveautés qui leur fait désespérer de leur mission.

L'observatoire le montre très clairement : trop de « réformes » crée un sentiment d'inquiétude qui grandit sans cesse ; trop de nouveautés faire perdre l'adhésion de tous au projet commun.

La conséquence, elle se devine facilement :

Un désintérêt évident du contrat d'objectifs et de moyens, un manque d'enthousiasme et c'est peu de le dire dans les tâches et missions dévolues, et pour finir une inapétance réelle sur la matière.

Vous évoquiez vous même la difficulté de notre administration à recruter de nouveaux collègues. Mais le métier demeure t-il encore attractif aujourd'hui ? Permettez-nous d'en douter . Les tâches n'auront jamais été aussi répétitives, le travail de masse aura ainsi gagné toutes les composantes de nos missions par le biais de regroupements de postes et de rationalisations de l'emploi.

Demain c'est l'intelligence artificielle qui nous dira quoi faire et comment le faire. L'ère du « clic bouton » n'est pas près de s'éteindre, notre motivation en revanche oui.

Et alors que nous traversons une crise sanitaire sans précédent, dont personne ne sait à l'heure actuelle combien de temps elle durera, alors que le moral des agents est au plus bas, la DG maintient le cap des réformes structurelles.

Mettre en place « quoi qu'il en coûte » le nouveau réseau de proximité dans ce contexte anxiogène est suicidaire.

Un moratoire aurait été plus judicieux dans cette situation.

De toute façon nous doutons du NRP :

=> Nous ne croyons pas aux super structures qui gèrent plus de 250 budgets, et qui assurent la comptabilité de collectivités distantes de plus de 90 km.

=> Nous ne croyons pas aux antennes dépendantes, comme celles de Loudun qui constituent des casses-tête en terme d'organisation et de management.

Maintenir la Trésorerie de Loudun aurait évité ces attermoissements.

=> Nous ne croyons pas aux Conseillers aux décideurs locaux, censés apporter une aide de proximité aux collectivités : sorte de VRP de la DDFIP dont le positionnement reste encore et toujours à préciser,

=> Enfin nous ne pensons pas qu'il soit raisonnable d'enclencher le « GO » technique de création du SGC nord Vienne grand chatelleraudais + grand loudunais.... À l'heure où le confinement reste en vigueur.

Pour toutes ces raisons il est clair que nous boycottons ce CTL .